Original link https://covidinfos.net/covid19/les-mesures-prises-alterent-la-sante-de-la-population-et-tuent-la-dictature-est-en-marche-selon-le-docteur-badel/2788/

"Les mesures prises altèrent la santé de la population et tuent. La dictature est en marche" selon le Docteur Badel

22 décembre 2020



Covid 19, un virus et des hommes. Un texte du Docteur Frédéric Badel, psychiatre, qui explore notamment les séquelles des "mesures sanitaires" sur la population.

Partagez

Covid 19, un virus et des hommes

En dix mois, notre quotidien a été grandement modifié et nos repères profondément changés. Notre démocratie a subi de fortes turbulences, malmenée par l'état d'urgence et les mesures rongeant nos droits fondamentaux.

L'apparition du virus nommé Covid 19 peut-elle en être l'explication ?

Dès mars 2020, soit peu de temps après la date supposée d'apparition du virus, certaines incohérences dans la communication et dans la gestion de la maladie pouvaient alerter.

La création d'un conseil scientifique fin mars, composé de personnes ne tenant pas compte des données de terrain et décidant seules de mesures sanitaires nouvelles, court-circuitant toutes les instances en place, constituait une anomalie. Le confinement pour un virus ne se justifiait pas, la France n'étant pas en guerre contrairement à ce qu'annonçait le Président, et l'interdiction faite aux médecins de soigner librement leurs patients était une atteinte à l'un des piliers fondateurs de la médecine. Traiter l'infection avec du paracétamol et ne pas consulter son médecin, ou encore aller à l'hôpital directement, a participé au retard de prise en charge et à l'augmentation de la mortalité, ainsi qu'à la surcharge de certains services. Nombre de structures privées ont vu leurs lits réquisitionnés rester vides. Et dans le même temps, leurs malades habituels n'ont pu être soignés

comme ils auraient dû l'être, certains en sont morts. Le traitement donné à cette épidémie, tant médical que médiatique, ne ressemblait en rien à celui donné aux précédents épisodes virologiques. Le comptage quotidien du nombre de victimes rendait l'atmosphère menaçante et contribuait à terroriser la population.

De même l'annonce dès le début de l'épidémie d'un « monde d'après » devant être opposé au « monde d'avant » amorçait une rhétorique étonnante concernant une épidémie virale.

Les médias ont très largement propagé une parole gouvernementale basée sur la manipulation (essentiellement par la peur et les modifications des indicateurs d'épidémie), sur le mensonge (au sujet de la disponibilité puis de l'efficacité des masques par exemple), sur l'infantilisation (se faire à soi-même une attestation), et sur la culpabilisation (embrasser ses proches les fera mourir).

Le nombre de morts diminuant dès le mois de mai, les indicateurs de l'épidémie ont été modifiés pour créer volontairement la confusion et l'illusion d'un virus persistant. Les malades devenant rares, ils ont été remplacés dans les chiffres par les « cas ». Ces cas, qui n'ont aucune signification épidémiologique et sont donc ininterprétables, ont été détectés à l'aide de tests qui s'avèrent donner un très fort taux de faux positifs. Mais pourtant et en dépit du bon sens, cette application à débusquer les « cas » au moyen de ce même test s'est accentué.

Le nombre croissant de « cas » a justifié la prise de mesures privatives de liberté, toutes aussi incompréhensibles, illogiques et inopérantes les unes que les autres. Leur inefficacité prévisible a été maquillée en mauvaise observance des règles et a justifié de nouvelles mesures toujours plus contraignantes, contradictoires et arbitraires.

La culture du non-sens s'est installée comme moyen efficace de sidération des masses. En témoigne la fermeture des bars et autres salles de sports et de spectacles sans protestation aucune de la majorité d'entre nous alors que, dans le même temps, l'accès reste libre aux transports en commun.

Ces techniques de manipulation ont eu pour finalité de sidérer les esprits. Terroriser une population en diffusant en permanence des messages catastrophiques n'est pas nouveau. Après un temps variable s'installe l'indifférence, l'impuissance apprise, autant de phénomènes adaptatifs naturels qui consistent à ne pas s'agiter en vain lorsqu'il est évident que le résultat ne dépend pas de l'action entreprise.

S'est ainsi installée une tolérance de plus en plus grande à la fonte de nos droits fondamentaux : les confinements, puis les couvre-feux et les fermetures arbitraires d'établissements conviviaux. La tolérance aux injustices et la soumission à l'autorité ont été mesurées en permanence, en repoussant chaque fois un peu plus loin le curseur de la restriction des libertés. Une mesure charnière a semble-t-il consisté dans l'obligation de port du masque à l'école imposée aux enfants dès six ans. Le gouvernement a su que, dorénavant, les gens étaient capables d'appliquer à leurs propres enfants des mesures pouvant nuire à leur santé physique et psychologique, sans qu'aucune preuve scientifique étayant l'utilité de tels sévices n'ait jamais été apportée. Et pourtant, peu nombreux sont ceux qui ont retiré leurs enfants des établissements scolaires.

Les données du réel, celles constatables dans le quotidien par l'observation directe (par exemple il n'y a pas des malades partout et moi-même je n'en connais pas), ne sont pas parvenus, après le mois d'avril et la fin de l'épidémie, à rétablir une organisation psychique cohérente suffisante pour éviter à certains parents d'infliger la maltraitance à leurs enfants.

Aujourd'hui, la manipulation se poursuit au moyen des mêmes méthodes pour inciter à la vaccination.

En effet, vacciner contre un virus qui expose au décès moins de 0,5 % des personnes infectées, l'âge médian des victimes étant de 84 ans, vacciner contre un virus qui, de surcroît, est régi comme ce

type de virus par la règle de la mutation (plusieurs sont déjà détectées), n'est pas rationnel. C'est une absurdité sur le plan médical. Le rapport bénéfice-risque n'est pas favorable et la question de l'élaboration d'un tel vaccin ne devrait même pas se poser. De plus, les traitements pour cette affection existent et sont efficaces. Mais la science n'a pas sa place. Ce sont les médecins des plateaux-télé qui forgent l'opinion, et ce en dépit de leurs collusions avec les laboratoires sur lesquelles des comptes ne leur sont que rarement demandés.

La population est désormais scindée en deux groupes.
Le premier, hétérogène, est composé des personnes favorables au vaccin. Il réunit celles qui, par conviction ou par lassitude, sont prêtes à s'y soumettre pour sortir de la crise. Il abrite ainsi les personnes qu'il a été possible de sensibiliser, qui croient sans hésitation au message relayé par les ondes. Celles-là resteront réceptives à tous les messages de danger et agréeront la méthode de sortie de crise, fût-elle assortie de privations pérennes de leurs droits. On trouve aussi dans ce groupe les personnes qui se sont coupées de toute information depuis longtemps, pour se protéger, et qui sont devenues indifférentes à tout discours. Pour elles, l'essentiel est de ne plus entendre parler du sujet. Elles ont disqualifié tous les avis pour les neutraliser. Ainsi le leurre des tests conduisant à une épidémie de cas, sans morts ni malades, ne parvient plus à leur entendement, comme si leur cerveau avait été débranché. Leur priorité est de mettre un terme à la maltraitance qui leur est infligée en se coupant de toute nuisance.

Le second groupe rassemble les détracteurs du vaccin, ceux qui ont échappé à l'influence du matraquage médiatique, qui ont souvent pris des avis ou cherché des informations hors des sources classiques, tout en restant sensibles à la réalité de leur environnement (services hospitaliers non saturés, nombre de morts comparable aux années précédentes, mesures prises non proportionnées, amenuisement des droits fondamentaux sans justification etc.). Ces personnes ont également intégré qu'une vaccination n'exempterait pas des mesures de distanciation sociale et, par conséquent, que la convivialité ne serait pas rétablie, que le gouvernement garderait de façon arbitraire le contrôle de la population et de ses activités. Elles observent avant tout l'immixtion toujours croissante de l'État dans leur quotidien et dans leur vie privée.

Ces deux groupes sont désormais séparés par une ligne qu'il sera difficile de faire bouger. La manipulation a montré des limites qui étaient prévisibles et elle sera sans effets sur ceux qu'elle a tenté, en vain, de convaincre. Ces groupes se sont figés, leurs effectifs se sont immobilisés, et peu importe les arguments avancés, les scandales établis ou les preuves apportées, ceux-ci se noieront dans un récit national inaliénable impossible à dénoncer sauf à être traité de complotiste. Les mots se seront substitués à la réalité et, utilisés à contre-emploi, ils auront perdu de leur sens et véhiculeront des idées en rupture avec les faits. Le pouvoir en place pourra même avouer ses mensonges, le peuple l'acclamera, incapable de le croire mal intentionné et persuadé qu'il est au-dessus des soupçons. Il n'est donc plus temps de publier des résultats d'études prouvant l'efficacité de tel produit, le mensonge sur tel autre, de produire des courbes démontrant le caractère infinitésimal du risque sanitaire et disproportionné des réactions de peur. Surdité et aveuglement règnent en maître chez les personnes qui, conditionnées, sont privées de jugement et incapables d'admettre que des faits objectifs puissent démentir la réalité qu'elles ont construite.

Organiser l'affrontement de ces deux groupes de la population est une possibilité -opportunité ?– désormais envisageable. Nos dirigeants devraient rapidement s'en saisir pour encourager une organisation sociale qui opposerait bons et mauvais citoyens, gens sains, dociles, responsables et vaccinés et gens toxiques, rebelles, inconséquents et non vaccinés. Ce système de bons citoyens est présent en Chine. Il repose sur la délation et l'obéissance à la règle.

Le bon usage par le gouvernement de la graduation dans la contrainte et la soumission du peuple conduisent à ce jour à l'acceptation d'une vaccination inutile dont la toxicité n'est pas évaluée et pour laquelle les laboratoires, compte tenu de la rapidité d'élaboration des produits, ont déjà négocié de ne pas être tenus responsables de potentiels effets secondaires, obtenant des États qu'ils répondent de telles conséquences.

Et pourquoi pas en définitive puisque les politiques sont devenus médecins. Nos gouvernants et nos parlementaires, de par leur pouvoir et leur influence, vont inciter toute une population à faire un geste dont l'intérêt n'est pas démontré et dont les conséquences ne sont pas mesurées, et se présenter ainsi en sauveurs.

Cela évoque les techniques sectaires et les suicides collectifs. Pour échapper à la fin du monde ou aux extra-terrestres -ici au virus mortel-, le sacrifice est présenté comme salvateur. La réalité ensevelie sous les messages quotidiens discordants, culpabilisants, a laissé la place au délire dans lequel les liens logiques se dissolvent.

Les sectes se servent de ces moyens : isoler les individus en les coupant de leurs liens sociaux et familiaux, rendre les gens dépendants en les privant de leurs moyens de subsistance, propager un discours univoque martelé dans des grand-messes permanentes, évincer toute pensée divergente, présenter les opposants comme des nuisibles qui ne comprennent ni leur propre intérêt, ni l'intérêt commun supérieur. « Nous contre les autres » est généralement la doctrine simple compréhensible par chacun car simpliste, et hélas adoptée.

Le cap est franchi. Maintenant que les lignes de partage qui clivent la population se précisent, ce gouvernement n'a plus la possibilité de revenir à des positions plus raisonnables et proportionnées. Il a fait tout son possible dans le domaine de la manipulation, il a mobilisé toutes les sphères d'influence tout en restant crédible auprès d'une partie importante de la population. Pour ceux qui, rebelles, refusent d'adhérer, d'autres méthodes plus coercitives encore s'imposent.

Les signes de cette dérive totalitaire se trouvent dans les techniques de lavage de cerveau employées, identiques à celles des sectes. Elles étaient là dès le départ, mais comment croire qu'un gouvernement démocratiquement élu puisse se retourner contre son peuple ?

Aujourd'hui, une partie de ce peuple est plongée dans la pauvreté, le désarroi, les « non-essentiels » commencent à se suicider, les troubles psychiatriques se multiplient et… le conseil scientifique continue d'assurer sa grand-messe à une armée de fidèles hallucinés.

Demain, n'importe quel virus, réel ou fictif, pourra de nouveau semer la terreur chez des populations prêtes à se faire vacciner pour conserver un peu de liberté. Elles y sont prêtes. Et si les tests actuels sont encore utilisés -contre toute logique-, même les populations vaccinées seront positives et resteront contagieuses. Les mesures de distanciation resteront la règle.

Signe supplémentaire de la supercherie, les hommes qui murmurent à l'oreille des virus prédisent déjà les vagues à venir et leurs dates d'apparition. Toute science a vraiment déserté nos sociétés. Les réseaux sociaux, « complotistes », ont donné des dates de confinement bien avant leur annonce officielle, montrant ainsi que toute préoccupation sanitaire était absente des décisions officielles.

Les conséquences humaines sont terribles. Tout lieu de convivialité a disparu, les gens sont plus isolés que jamais, ils souffrent de mesures iniques imposées par une poignée de dirigeants, sans aucune concertation, sous couvert d'assurer leur salut. Ce qui fait l'humain, sa capacité à tisser des liens, son besoin d'entrer en contact avec l'autre, est menacé. Le tissu social s'est dissout dans les mesures imposées par un régime devenu fou, hors de contrôle, déroulant une feuille de route établie de longue date en dépit de toute considération du réel. Les mesures prises altèrent la santé de la population et tuent. Elles sont anti sanitaires. La dictature est en marche.

Notre mode de vie a effectivement bien changé ; le Covid n'en est que le prétexte, le catalyseur. Cette dégradation de nos conditions d'existence et la disproportion des mesures prises pour lutter contre un virus donne du crédit au discours de ceux qui voient là le moyen d'instaurer un nouvel ordre mondial qui doit annihiler notre vie privée et nos droits individuels.Les premiers constats montrent les signes de la réalisation de cet ordre nouveau.

Dr Frédéric Badel, psychiatre.